



**PRÉFET
DES HAUTS-DE-SEINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France
Unité départementale des Hauts-de-Seine**

Service Risques et installations classées
de Paris et des Hauts-de-Seine
167-177 avenue Joliot-Curie
BP 102
92013 Nanterre Cedex

Nanterre, le 19/09/2025

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GALVANOPLAST PARIS

*représentée par Me Legras De Grandcourt Patrick 10/14 passage Antoine Riou 92000 Nanterre en
application du jugement du 12/06/2025 du tribunal de commerce de Nanterre, Annonce n° 5725*

Références : 31638
Code AIOT : 0006506328

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/09/2025 dans l'établissement GALVANOPLAST PARIS implanté 23 avenue du chemin des Reniers 92390 Villeneuve-la-Garenne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GALVANOPLAST PARIS
- 23 AVENUE DU CHEMIN DES RENIERS 92390 Villeneuve-la-Garenne
- Code AIOT : 0006506328
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société GALVANOPLAST exerce une activité de traitement de surface notamment pour le

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Libération foncier SSP
- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Notification de l'arrêt des installations	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R512-39-1	Demande d'action corrective	7 jours
2	Proposition d'usage futur	Code de l'environnement du 06/07/2024, II de l'article R512-39-2	Demande d'action corrective	7 jours
3	Mise en sécurité	Code de l'environnement du 19/08/2021, IV de l'article R512-75-1	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate que la société GALVANOPLAST a arrêté ses installations et a été placée en liquidation judiciaire. Le liquidateur judiciaire nommé est Me Legras de Grandcourt, qui représente de ce fait la société GALVANOPLAST. L'inspection constate que l'arrêt des activités n'a pas été notifié à Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine. De plus, aucun diagnostic environnemental du sol et des sous-sols n'a été fait.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Notification de l'arrêt des installations

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/07/2024, article R512-39-1
Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité
Prescription contrôlée : I.-Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations mentionnées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site. III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées. [...]
Constats : Sur place, l'inspection des installations a rencontré un collaborateur de la société de vente aux enchères "ARTUS ENCHERES". Cette personne s'est présentée comme étant le "responsable" du site. En effet, elle ouvre le site le matin et le ferme en fin de journée. Ce collaborateur de la société "ARTUS ENCHERES" a précisé à l'inspection que la société GALVANOPLAST est en liquidation judiciaire et qu'elle est représentée par Me Legras De Grandcourt Patrick. De plus, la vente des actifs (matériels etc.) de la société GALVANOPLAST est gérée par Me ALLEMAND NGUYEN-HONG, commissaire priseur pour le compte de la société "ARTUS ENCHERES". Aussi, lors de l'inspection, des équipements et matériels remportés aux enchères étaient en train d'être récupérés par les sociétés acquéreuses. Enfin, le responsable du site a informé l'inspection que la fin de la vente des biens de la société GALVANOPLAST est prévue pour le 29/09/2025. L'inspection constate que ni l'exploitant ni le liquidateur judiciaire, qui représente désormais la société GALVANOPLAST, n'a procédé à la notification de l'arrêt des installations.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées demande à Me Legras De Grandcourt, en sa qualité de

liquidateur judiciaire de la société GALVANOPLAST, de procéder à la notification de l'arrêt des installations du site auprès de Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine. De plus, l'inspection rappelle à Me Legras De Grandcourt, que conformément au III de l'article susvisé, une fois la mise en sécurité achevée, il devra transmettre l'ATTES-SECUR à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 7 jours

N° 2 : Proposition d'usage futur

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/07/2024, II de l'article R512-39-2
Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité
Prescription contrôlée : II.- Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires des terrains d'assiette des installations classées concernées par la cessation d'activité les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site, ainsi que ses propositions sur le ou les usages futurs qu'il envisage pour ces terrains. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions. [...]
Constats : L'inspection constate que la notification concernant l'arrêt des installations n'a pas été faite. De plus, les copies des propositions sur le ou les usages futurs envisagées pour les terrains sur lesquels sont situées les installations n'ont pas été transmises à Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées demande à Me Legras De Grandcourt, en sa qualité de liquidateur judiciaire de la société GALVANOPLAST, de transmettre à Monsieur le Maire de Villeneuve-la-Garenne et aux propriétaires des terrains les propositions sur le ou les usages futurs qu'il envisage pour les terrains libérés. De plus, il devra transmettre une copie de ces propositions à Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 7 jours

N° 3 : Mise en sécurité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/08/2021, article R512-75-1
Thème(s) : Risques chroniques, Cessation d'activité
Prescription contrôlée : IV.-La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes : 1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ; 2° Des interdictions ou limitations d'accès ; 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ; 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux.
Constats : Historiquement la société GALVANOPLAST a repris à la société FRANTZ ELECTROLYSE. Cependant, elle n'a pas repris l'ensemble du site FRANTZ ELECTROLYSE. Aussi, la société FRANTZ ELECTROLYSE avait dû réaliser un diagnostic des sols et des sous-sols sur la partie qui n'a pas été reprise par la société GALVANOPLAST. Ce diagnostic avait mis en évidence des sources concentrées de pollutions. Sur le site, l'inspection des installations classées a constaté la présence de produits dangereux stockés sur des palettes en bois dans l'attente de leurs évacuations. Le responsable du site a précisé que l'évacuation des produits dangereux est réalisée par les sociétés CHIMIREC, SUEZ et VEOLIA. La fin de l'évacuation des produits dangereux est prévue pour fin septembre 2025. L'inspection des installations constate que la surveillance des effets de l'installation sur son environnement n'est pas réalisée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à Me Legras de Grandcourt, en sa qualité de liquidateur de la société GALVANOPLAST, de procéder à la surveillance des effets de l'installation sur son environnement. Au vu du contexte et des enjeux, l'inspection des installations classées demande à Me Legras de Grandcourt la réalisation d'investigations environnementales des sols et des sous-sols (sols, eaux souterraines et gaz du sol).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois